

Exemple :

Durée des droits à l'ARE : 730 jours (24 mois) avec une admission à partir du 1er juin 2010.

Si le projet échoue, vous pouvez demander à bénéficier d'une reprise de vos droits si vous êtes amené à cesser votre activité dans les 5 ans (3 ans + 24 mois) suivant le 1er juin 2010.

Vous créez directement votre entreprise, sans avoir déposé de demande d'allocation

Après avoir été licencié ou avoir démissionné d'un emploi salarié, vous créez ou reprenez une entreprise sans avoir déposé de demande d'allocation.

Si le projet d'entreprise n'aboutit pas (difficultés économiques, non renouvellement du bail...), vous pouvez faire valoir vos droits à l'ARE au titre de l'activité salariée antérieure à la création ou reprise, durant les 3 ans qui suivent la fin de votre emploi salarié.

Exemple :

Vous avez exercé une activité salariée durant quelques années. Vous êtes licencié le 30 juin 2010 avec un préavis non effectué du 1er juillet au 30 septembre 2010. En novembre 2010, vous créez votre entreprise.

En cas d'échec de votre projet, vous disposez de 3 ans à compter du 1er octobre 2010 pour faire valoir vos droits à l'ARE au titre de l'activité salariée antérieure.

5987 Paris cedex 20 - Réf. 522

AIDES

Les aides financières à la création d'entreprise

- L'aide à la reprise ou création d'entreprise (ARCE)
- Le cumul de l'ARE avec votre rémunération

Les aides financières à la création d'entreprise

Si vous êtes demandeur d'emploi indemnisé au titre de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) et que vous créez ou reprenez une entreprise, vous pouvez bénéficier :

1 – soit d'une aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE) : cette aide vous permet de bénéficier d'un capital dès le début de votre activité,

2 – soit du cumul, limité dans le temps, d'une partie de votre allocation d'aide au retour à l'emploi avec la rémunération issue de l'activité créée ou reprise.

Ces deux aides ne sont pas cumulables.

L'aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE)

Sous certaines conditions, une aide peut vous être versée dès le début de votre activité.

■ Pour qui ?

Pour vous, si :

- vous bénéficiez de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) et vous créez ou reprenez une entreprise pendant votre indemnisation.
- Vous avez été admis au bénéfice de l'ARE, mais vous ne la percevez pas encore parce vous êtes en cours de différé d'indemnisation ou de délai d'attente, ou si vous avez été licencié et que vous créez ou reprenez une entreprise pendant la période de préavis ou au cours de votre congé de reclassement ou de votre congé de mobilité.

■ Quelles conditions ?

- Vous devez justifier de l'obtention de l'Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprise (ACCRe) (depuis le 1^{er} mai 2009, les micro-entrepreneurs relevant du régime micro-social et les auto-entrepreneurs peuvent bénéficier de l'ACCRe sous forme de taux spécifiques de cotisations sociales pendant la période d'exonération).
- Vous ne devez pas déjà bénéficier du cumul de l'ARE avec une rémunération.

■ Quel montant ?

L'aide correspond à la moitié du montant du reliquat des droits à l'ARE restant à la date du début d'activité, ou, si cette date est postérieure, à la date d'obtention de l'ACCRe.

Il s'agit du montant net des allocations (après prélèvement des retenues sociales).

Exemple :

Vous avez moins de 50 ans. Le 1^{er} juin, Pôle emploi vous admet au bénéfice d'une allocation d'aide au retour à l'emploi journalière nette de 40 € pour une durée maximale de 730 jours, avec une prise en charge le 1^{er} août 2010 (compte tenu des différés d'indemnisation et du délai d'attente). Vous êtes indemnisé du 1^{er} au 31 août.

- Le 1^{er} septembre, vous créez votre entreprise. Au 1^{er} septembre, il vous reste un reliquat de droits de 699 jours (730 - 31).
- Le montant du capital sera de :
 $13\,980\,€ = [(40 \times 699) / 2]$

BON À SAVOIR

Pour obtenir le versement de l'ARCE au moment où commence l'activité, l'attestation d'admission au bénéfice de l'ACCRe délivrée par le Régime social des indépendants (RSI) ou l'URSSAF doit être remise à Pôle emploi. A défaut de délivrance de cette attestation dans le délai d'un mois (le silence du RSI ou de l'URSSAF valant acceptation), vous devez remettre le récépissé de dépôt de dossier ACCRe délivré par le CFE, un extrait Kbis et une attestation sur l'honneur de l'absence de notification par le RSI ou l'URSSAF.

Les aides financières à la création d'entreprise

■ Quelles démarches ?

- Vous devez faire part de votre projet de reprise ou de création d'entreprise à Pôle emploi. Vous devez remplir une demande d'aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE).
- Parallèlement, vous devez déposer une demande d'ACCRE auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) du lieu de votre future entreprise.

■ Paiement de l'aide

Un premier versement correspondant à la moitié de l'aide intervient au moment où vous débutez votre activité, sous réserve que vous ayez cessé d'être inscrit comme demandeur d'emploi.

Le solde est versé 6 mois après le début de votre activité.

Que se passe-t-il si vous ne pouvez justifier de l'obtention de l'ACCRE au jour du démarrage de votre activité ?

Dès lors qu'il est justifié de l'obtention de l'ACCRE, l'ARCE peut alors être versée sur la base du reliquat de droits restant au jour de l'obtention de l'ACCRE.

Que se passe-t-il en cas d'arrêt de l'activité ?

Les droits à l'ARE qui restaient à la veille de la reprise ou de la création d'entreprise peuvent être repris, diminués toutefois du montant de l'ARCE qui a été versée.

Si vous vous réinscrivez comme demandeur d'emploi, cette inscription doit intervenir dans un délai de 3 ans à compter de l'admission ayant permis l'ouverture de droits, augmenté de la durée maximale de vos droits.

Exemple :

- Durée des droits ARE : 730 jours (24 mois)
- L'admission a lieu à partir du 1^{er} juin 2010
- Si le projet de création ou de reprise d'entreprise échoue, vous pouvez demander à bénéficier d'une reprise de vos droits si vous cessez votre activité dans les 5 ans (3 ans + 24 mois) suivant le 1^{er} juin 2010 et si vous vous inscrivez comme demandeur d'emploi dans ce délai.

Cumul de l'ARE avec la rémunération procurée par l'activité créée ou reprise

Vous pouvez continuer à percevoir l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) en même temps que la rémunération issue de votre activité créée ou reprise. Dans ce cas, le montant de l'ARE est réduit en fonction de votre rémunération.

■ Pour qui ?

Pour vous, si :

- vous bénéficiez de l'ARE et vous créez ou reprenez une entreprise alors que vous êtes en cours d'indemnisation ;
- vous avez été admis à bénéficier de l'ARE, mais vous ne la percevez pas encore parce que vous êtes en cours de différé d'indemnisation ou de délai d'attente.

■ Quelles conditions ?

- Vous ne devez pas bénéficier de l'aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE) ;
- La rémunération procurée par l'activité reprise ou créée ne doit pas dépasser 70 % du salaire sur lequel a été calculée l'ARE.

■ Quel montant ?

• Lorsque la rémunération est connue

Chaque mois, Pôle emploi calcule un nombre de jours non indemnisables J, calculé à partir de la rémunération procurée par l'activité créée ou reprise.

$$J = \frac{\text{Rémunération soumise à cotisations sociales procurée par l'activité reprise ou créée}}{\text{Salaire journalier de référence (SJR) ayant servi au calcul de l'ARE}}$$

L'ARE est versée mensuellement, déduction faite du nombre de jours J. Le nombre de jours J est minoré de 20 % pour les 50 ans et plus.

Les aides financières à la création d'entreprise

La rémunération est celle déclarée au titre des assurances sociales, c'est à dire :

- pour les entrepreneurs individuels : leur bénéfice net déclaré aux organismes sociaux,
- pour les dirigeants de société soumis à l'impôt sur les sociétés : leur rémunération figurant sur le procès-verbal d'assemblée générale à l'exclusion des dividendes,
- pour les auto-entrepreneurs et micro-entrepreneurs : leur chiffre d'affaires (CA), après déduction de l'abattement pour frais professionnels (soit 29 % du CA pour les activités d'achat/revente, fourniture de logement, 50 % du CA pour les autres activités relevant des BIC, 66 % du CA pour les activités relevant des BNC).

Exemple :

- Vous avez moins de 50 ans et vous créez une entreprise dont l'activité vous procure une rémunération de 1000 € par mois.
- Votre salaire journalier de référence ayant servi au calcul de l'ARE est de 60 €.
- Nombre de jours non indemnisables chaque mois : $1000/60 = 16$ jours.

• Lorsque la rémunération n'est pas connue

Dans l'attente des justificatifs du montant de la rémunération perçue, Pôle emploi prend en compte la base forfaitaire mensuelle des cotisations d'assurances sociales et détermine provisoirement un nombre de jours non indemnisables : Une régularisation interviendra lorsque la rémunération sera connue. A cet effet, vous vous engagez à fournir les justificatifs de votre rémunération.

Base forfaitaire mensuelle pour l'année 2010	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année
concernant les activités non salariées (sauf agriculture *)	583,80 € / mois	875,70 € / mois

* Pour les revenus agricoles, la rémunération forfaitaire mensuelle est de 738,30 € la première année d'exploitation, 369,15 € + la moitié des revenus professionnels la deuxième année d'exploitation.

Exemple :

- Le salaire journalier sur la base duquel Pôle emploi a calculé l'ARE est de 60 €/jour.
- L'activité s'exerce dans un domaine autre que l'agriculture.
- La base forfaitaire mensuelle s'élève à 583,80 € pour la 1^{ère} année.
- Chaque mois, le nombre de jours non indemnisables sera de 9 jours (566,75 / 60).

Important : Chaque année, Pôle emploi, à partir de la notification des revenus délivrée par le RSI (Régime social des indépendants) ou l'Urssaf, procède à un calcul définitif des droits aux allocations sur la période considérée.

Si la rémunération de l'année est supérieure au forfait utilisé à titre provisoire pour déterminer les jours non indemnisables, Pôle emploi sera amené à vous réclamer le remboursement du trop perçu.

■ Quelle durée ?

Le cumul est possible tant que vous avez droit à l'ARE, avec une limite : quelle que soit la durée des droits, l'indemnisation ne peut excéder 15 mois.

La limite de 15 mois ne concerne pas les 50 ans et plus.

Exemple :

- Vous êtes âgé de moins de 50 ans.
- S'il vous reste 243 jours (20 mois) d'allocations au moment de votre création d'entreprise, vous pourrez bénéficier de l'aide durant 15 mois.
- S'il vous reste 182 jours (6 mois) d'allocations, l'aide pourra vous être versée durant 182 jours (6 mois).

Après le démarrage de l'entreprise

Après 15 mois, l'indemnisation cesse, même si la durée de droits à l'ARE n'est pas épuisée.

Toutefois, vous pouvez être indemnisé au titre des droits restants en cas d'arrêt de votre activité.

Une condition : la réinscription comme demandeur d'emploi doit intervenir dans un délai de 3 ans à compter de l'admission, augmenté de la durée maximale des droits.



L'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) Pour les 50 ans et plus

■ Pour qui ?

■ Pour vous si :

- vous n'avez pas atteint l'âge légal de départ à la retraite

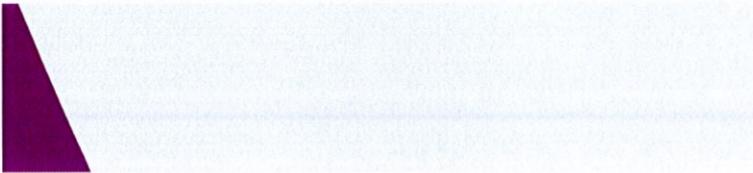
Toutefois, si à l'âge légal de départ à la retraite vous ne totalisez pas le nombre de trimestres exigé pour bénéficier d'une retraite à taux plein, vous pourrez continuer à percevoir les allocations de chômage jusqu'à l'obtention du nombre de trimestres requis, et ce dans la limite de vos droits.
Attention : l'indemnisation ne peut se poursuivre au-delà de 65 ans (65 ans et 4 mois pour les personnes nées à compter du 1^{er} juillet 1951, 65 ans et 9 mois pour les personnes nées à compter de 1952, ...).

Année de naissance	Trimestres requis	Âge légal de départ à la retraite
Avant 1949	160	60 ans
1949	161	60 ans
1950	162	60 ans
Du 01/01 au 30/06/1951	163	60 ans
Du 01/07 au 31/12/1951	163	60 ans et 4 mois
1952	164	60 ans et 9 mois
1953	165	61 ans et 2 mois
1954	165	61 ans et 7 mois
à partir de 1955	166	62 ans

- vous avez travaillé au minimum 122 jours
(ou 610 heures) au cours des 36 derniers mois *

- Les 4 mois de travail ne sont pas nécessairement continus.
- Le travail peut avoir été effectué chez un ou plusieurs employeurs.
- Toutes les périodes de travail, à temps plein ou à temps partiel, sont prises en compte, à l'exception de celles ayant déjà permis une indemnisation.
- Les périodes de suspension du contrat de travail sont retenues à raison d'une journée d'affiliation par jour de suspension (ou 5 heures de travail par journée de suspension).
- Les périodes de formation non indemnisées au titre de l'assurance chômage sont assimilées à du travail, dans la limite des 2/3 des jours ou des heures de travail dont vous justifiez au cours des 36 derniers mois.
- Le dernier jour du mois de février est compté pour 3 jours d'affiliation ou 15 heures de travail.

* Si vous avez travaillé davantage, la durée maximale d'indemnisation sera plus longue. Voir rubrique « quelle durée ».



- **vous n'avez pas quitté volontairement votre emploi**

- La démission du dernier emploi, ou d'un emploi précédent si l'activité reprise ensuite est inférieure à 91 jours ou 455 heures, ne permet pas le versement des allocations de chômage.

- Cependant, certains départs volontaires sont considérés comme légitimes (ex. démission pour suivre le conjoint qui change de domicile pour exercer un nouvel emploi) et ouvrent droit à indemnisation.

- Le départ volontaire ne constitue pas un obstacle définitif à votre indemnisation. En effet, après 121 jours de chômage, à votre demande et au vu de vos recherches actives d'emploi, les allocations peuvent le cas échéant vous être versées.

- **vous êtes physiquement apte à l'exercice d'un emploi**

- Si ce n'est pas le cas, adressez-vous à votre organisme de sécurité sociale ou à tout autre organisme concerné.

- Dès que vous êtes apte à reprendre un emploi, votre demande d'indemnisation sera traitée par Pôle emploi.

- **vous êtes à la recherche effective et permanente d'un emploi.**

L'absence d'actes positifs et répétés de recherche d'emploi ou de réponse à une convocation, le refus sans motif légitime d'élaborer ou d'actualiser votre projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE), le refus de suivre une formation s'inscrivant dans votre projet personnalisé ou le refus, sans motif légitime à deux reprises, d'une offre raisonnable d'emploi, peut entraîner votre radiation de la liste des demandeurs d'emploi et la réduction ou la suppression temporaire ou définitive de vos allocations.

Quelles démarches ?

- **Si vous remplissez les conditions énumérées ci-dessus :**

- Inscrivez-vous comme demandeur d'emploi à l'agence Pôle emploi de votre domicile.

- Remplissez le dossier d'inscription et de demande d'allocations.

- Joignez toutes les attestations d'employeurs qui correspondent à votre (vos) activité(s) afin que l'intégralité de vos périodes de travail soient prises en compte.

L'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) Pour les 50 ans et plus

■ Quel montant ?

■ Éléments pris en compte :

L'ARE est calculée à partir de vos anciens salaires, y compris les primes, soumis aux contributions de l'assurance chômage.

Les indemnités de licenciement, les indemnités de rupture conventionnelle, les indemnités de préavis, les indemnités compensatrices de congés payés, ne sont pas prises en compte.

■ Calcul de l'allocation :

- Les éléments de calcul figurent sur votre (vos) attestation(s) d'employeur.
- Le premier point de repère est le dernier jour travaillé payé.
- Sur la base de vos 12 derniers mois civils de salaires et des primes afférentes qui précèdent cette date, Pôle emploi calcule une allocation journalière. Cette allocation journalière brute est multipliée par le nombre de jours du mois (30 ou 31, 28 ou 29 en février).

À partir d'un certain montant, Pôle emploi prélève des retenues sociales propres aux allocations de chômage.

■ Cas particuliers :

Activité à temps partiel :

L'allocation est minorée en fonction du temps de travail.

Chômeurs saisonniers :

Les chômeurs saisonniers peuvent percevoir une allocation. Toutefois, le montant de celle-ci est réduit pour les fins de contrat antérieures au 1^{er} juin 2011.

Pensions d'invalidité :

Pour les fins de contrat postérieures au 31 mai 2011, le montant de l'allocation de chômage est cumulable avec le montant de la pension d'invalidité (de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie), dès lors que les revenus issus de l'activité professionnelle prise en compte pour l'ouverture des droits ont été cumulés avec la pension.

■ Cas général (activité à temps plein) :

Votre salaire mensuel brut*	Votre allocation brute journalière	Retenues sociales**
Inférieur à 1 122 €	75 % de votre salaire journalier brut*	-
Compris entre 1 122 € et 1 229 €	27,66 € par jour (allocation minimale)	-
Compris entre 1 229 € et 2 029 €	40,4 % du salaire journalier brut + 11,34 € par jour	3 % de l'ancien salaire (retraite complémentaire)
Compris entre 2 029 € et 2 628 €	57,4 % du salaire journalier brut*	De 5,24 % à 11,47 % de l'allocation (retraite complémentaire/CSG/RDS) ---> allocation nette de 47€ par jour
Compris entre 2 628 € et 2 813 €		
Compris entre 2 813 € et 12 124 €***		11,47 % de l'allocation (retraite complémentaire/CSG/RDS)

■ Quelle durée ?

- La durée d'indemnisation est égale à la durée d'activité salariée préalable avec un maximum fixée à 36 mois.
- Si à l'âge légal de départ à la retraite vous totalisez le nombre de trimestres d'assurance vieillesse requis pour bénéficier d'une retraite à taux plein, Pôle emploi cesse de vous indemniser.

* soumis aux contributions de l'assurance chômage.

** pour les allocataires d'Alsace Moselle percevant une allocation supérieure au SMIC, une retenue sociale de 1,50% de l'allocation s'ajoute à celles indiquées dans le tableau ci-dessus.

*** Plafond des contributions de l'assurance-chômage.

L'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) Pour les 50 ans et plus

■ Maintien des droits jusqu'à la retraite :

Vous pouvez bénéficier du maintien de vos allocations au-delà de la durée maximale d'indemnisation, jusqu'à la liquidation de votre retraite sans pouvoir dépasser 65 ans (65 ans et 4 mois pour les personnes nées à compter du 1^{er} juillet 1951, 65 ans et 9 mois pour les personnes nées à compter de 1952, ...), si vous remplissez les conditions suivantes :

- être en cours d'indemnisation à l'âge de 61 ans,
- ne pas pouvoir prétendre à une retraite à taux plein,
- avoir au minimum été indemnisé durant 365 jours,
- justifier de 12 ans d'affiliation à l'assurance chômage, dont une année continue ou 2 années discontinues dans les 5 dernières années,
- justifier d'au moins 100 trimestres validés par l'assurance vieillesse.

Si vous avez démissionné ou si vous avez renoncé à une convention du FNE, la décision de maintien de vos droits donne lieu à un examen préalable.

■ Début de l'indemnisation

L'indemnisation n'est pas immédiate. Un délai d'attente de 7 jours est systématiquement appliqué. De plus, un différé d'indemnisation est calculé en fonction des indemnités compensatrices de congés payés et des indemnités de rupture versées par l'employeur.

Pôle emploi calcule :

- un différé « congés payés » correspondant aux congés payés non pris :
= Indemnités compensatrices de congés payés / Salaire journalier de référence
 - un différé « indemnités de rupture » calculé comme suit :
= Indemnités supra légales* / Salaire journalier de référence
- Ce dernier ne peut jamais excéder 75 jours.

*Il s'agit des indemnités versées par l'employeur, supérieures au minimum légal dont le principe et le montant sont fixés par la loi ou un décret.

Exemple :

Fin du contrat de travail : 31 mars.

Ancienneté dans l'entreprise : 8 ans.

Indemnités compensatrices de congés payés (ICCP) : 646 €

Indemnités de rupture légales : 1824 €

Indemnités de rupture perçues : 2284 €, soit 460 € d'indemnités supérieures au minimum légal.

Salaire journalier : 38 € (soit 1140 € par mois)

- Différé congés payés : 17 jours (= 646 / 38)

- Différé indemnités de rupture : 12 jours (= 460 / 38)

Total des différés : 29 jours

■ Versement des allocations

■ Pour percevoir chaque mois vos allocations, vous devez :

- participer à la définition et à l'actualisation de votre projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE),
- accomplir des actes positifs et répétés de recherche d'emploi et répondre aux convocations,
- accepter les offres raisonnables d'emploi.
- actualiser chaque mois votre situation par téléphone, par Internet ou par écrit au moyen d'une carte mensuelle d'actualisation,
- signaler toute reprise d'activité et d'une manière générale, tout changement de situation (ex. maladie); des contrôles systématiques entre les différents organismes sont opérés.

■ Le versement de vos allocations est notamment interrompu le jour où :

- vos droits sont épuisés ;
- vous n'êtes plus inscrit comme demandeur d'emploi ;
- vous percevez des indemnités journalières par la sécurité sociale au titre de l'assurance maladie, maternité ;
- vous percevez le complément de libre choix d'activité ou l'allocation journalière de présence parentale ;
- votre allocation est supprimée définitivement sur décision administrative.

A noter : la reprise d'une activité professionnelle n'entraîne pas systématiquement l'arrêt du versement des allocations.

■ Protection sociale

- Votre protection sociale antérieure est maintenue (remboursement des frais médicaux, indemnités journalières).
- Votre période d'indemnisation est validée par la caisse d'assurance vieillesse et des points de retraite complémentaire sont attribués.

■ Votre conseiller vous recommande :

Démarrez rapidement votre recherche d'emploi pour saisir toutes vos chances.

Multipliez les candidatures : n'attendez pas de recevoir les réponses à vos courriers pour en envoyer d'autres, il sera toujours temps de choisir.

Profitez de tous les services de Pôle emploi, ils sont là pour vous aider : la documentation, les Ateliers....

Utilisez pole-emploi.fr : le 1^{er} site de l'emploi en France pour ses offres d'emploi et ses outils pratiques (abonnement aux offres d'emploi, banque de CV...).

Pour en savoir plus

Sur votre Projet personnalisé d'accès à l'emploi et vos droits et devoirs en tant que demandeur d'emploi, consultez la brochure « Votre recherche d'emploi » qui vous a été remise lors de votre inscription.

Ces informations sont générales.
Des situations particulières peuvent entraîner des dispositions différentes.

Secteur Cléy - 75987 Paris cedex 20 - Réf 510